

06

déc.

2018

▲ Niv. 2

France


n° 132/2017

Création de l'alerte : 21 nov. 2017

La journaliste Caroline Christinaz du "Temps" de Genève interpellée par la gendarmerie lors d'un reportage en France

Résolue

SOURCE DE LA MENACE ▶ Etatique

CATÉGORIE  ▶ Harcèlement et intimidation de journalistes

AUTEUR : FEJ/FIJ

Le 11 novembre 2017, Caroline Christinaz, journaliste à la rédaction genevoise du quotidien "Le Temps", a été envoyée en reportage sur les nouvelles routes empruntées par les migrants. Elle voyageait dans des véhicules qui amenaient clandestinement des migrants en France lorsqu'ils ont été arrêtés à un barrage de gendarmerie au Col de l'Echelle, dans le sud du pays. Christinaz a été libérée immédiatement mais elle a néanmoins été convoquée à la gendarmerie de Briançon le jour suivant, où elle a été interrogée durant deux heures. Bien qu'elle ait montré sa carte de presse à la gendarmerie, sa qualité de journaliste en mission n'a jamais été retenue par les autorités, qui l'ont immédiatement considérée comme suspecte dans un contexte de forte mobilisation des forces de l'ordre pour refouler les migrants dans cette région. Lors de son interrogatoire, la journaliste a déclaré avoir subi des tentatives d'intimidation de la part des gendarmes et du procureur, qui l'ont mise en cause en lui posant à plusieurs reprises des questions visant à obtenir des informations sur ses sources journalistiques.

RÉSOLUE

06 déc. 2018: Le 6 décembre 2018, prenant en considération la réponse des autorités à cette alerte, les organisations partenaires de la Plateforme ont déclaré ce cas "résolu", concluant qu'il ne représentait plus une menace active à la liberté des médias.

INFORMATIONS ADDITIONNELLES



- ➔ Communiqué de la FEJ: "Les syndicats suisses et français dénoncent l'interpellation de la journaliste du Temps"
- ➔ Article publié par "Le Temps": "La polémique enfle après l'interrogatoire de la journaliste du "Temps" à Briançon"

RÉPONSES DE L'ÉTAT



03 avr. 2018 | Réponse des autorités françaises

- ➔ Lettre de la Représentation permanente de la France auprès du Conseil de l'Europe